



RAPPORT D'AUDIT DD IMPOTS KOUILOU RESUME PUBLIC

Audit indépendant du système (AIS) de
vérification de la légalité du système FLEGT en
République du Congo

Mars 2025

R2488

SOMMAIRE

ACRONYMES.....	2
1 INTRODUCTION.....	3
1.1 Objectifs de l'audit	3
1.2 Portée de l'audit et standard utilisé.....	3
1.3 Résumé des résultats	4
2 METHODOLOGIE.....	5
2.1 Échantillonnage.....	5
2.2 Equipe d'audit.....	5
2.3 Liste et description des lieux inspectés et activités.....	5
2.4 Liste des personnes et organismes impliqués, leur rôle et fonction.....	6
2.5 Liste des documents consultés.....	6
2.6 Difficultés rencontrées.....	6
3 RESULTATS DE L'AUDIT.....	7
3.1 Commentaires des parties prenantes	7
3.2 Exemples de bonnes pratiques constatées	7
3.3 Défaillances constatées et demandes d'actions correctives (DAC)	7
3.4 Recommandations	7
4 ANNEXE.....	8
4.1 Plaintes reçues et traitement	8

ACRONYMES

AI	Auditeur Indépendant
AIS-FLEGT	Audit Indépendant du Système de Vérification de la Légalité du FLEGT
APV-FLEGT	Accord de Partenariat Volontaire –FLEGT
AVE	Attestation de Vérification Export
CCM	Comité Conjoint de Mise en œuvre
CLFT	Cellule de la Légalité Forestière et de la Traçabilité
CSI	Centre de Santé Intégré
DAC	Demande d'Action Corrective
DDEF	Direction départementale de l'Economie Forestière
DDS	Direction Départementale de la Santé et des Services sociaux
DDI	Direction Départementale des Impôts et des Domaines
DG	Directeur Général
FDL	Fond de Développement Local
FLEGT	Forest Law Enforcement, Gouvernance and Trade
MEF	Ministère de l'Economie Forestière
OSC	Organisation de la société civile
PAF	Plan d'aménagement forestier
SCPFE	Service de Contrôle des Produits Forestiers à l'Exportation
SEP	Service des Etudes et de la Planification
SIVL	Système Informatisé de Vérification de la Légalité
SVL	Système de Vérification de la Légalité
UFA	Unité Forestière d'Aménagement
UFE	Unité Forestière d'Exploitation

1 INTRODUCTION

L'audit de la Direction Départementale des Impôts et des Domaines du Kouilou (DDI) a eu lieu les 29 et 31 janvier 2025. Il s'agit du premier audit de la DDI par l' AIS et son équipe.

L'audit se veut constructif dans sa démarche, et a pour objectif d'identifier les bonnes pratiques et de révéler les défaillances qui nécessitent des actions correctives de la part de la DDI.

1.1 Objectifs de l'audit

Les objectifs de cet audit sont de vérifier la conformité de l'administration des impôts via les activités de la DDI, avec les exigences de la grille de légalité de l'Accord de Partenariat Volontaire (APV). Pour les indicateurs de l'APV pour lesquels l'administration est en défaillance, des demandes d'actions correctives (DAC) sont émises à l'attention du Comité Conjoint de Mise en œuvre (CCM). Puisque le système de vérification de la légalité (SVL) n'est pas encore entièrement opérationnel, à ce stade l'audit fait partie d'un processus de mise en place et d'amélioration du SVL.

1.2 Portée de l'audit et standard utilisé

Le champ de cet audit a porté sur les contrôles de la légalité des exploitants forestiers et des industriels par la DDI dans le département de Kouilou. La DDI a été auditée en suivant les exigences de l'APV pour forêts naturelles (la « grille de légalité »). La grille de légalité utilisée pour cet audit est une version mise à jour par l' AIS et son équipe sur la base de la Loi n°33-2020 du 8 juillet 2020 portant Code forestier. En attendant une mise à jour formelle de la grille de légalité impliquant l'ensemble des parties prenantes, l' AIS travaille avec cette version afin de mieux préparer les audits aux exigences du nouveau Code forestier. Les différences entre la grille originale de 2011 et cette version 2022 par l' AIS sont peu nombreuses et non controversées.

Les sociétés forestières déposent leur déclaration d'impôts à l'endroit de leur résidence fiscale. Seule la patente (indicateur 2.3.3) doit être payée dans le département où elles opèrent, peu importe le lieu de résidence fiscale. Dans les cas

où une société forestière a sa résidence fiscale ailleurs, la DDI n'est pas en défaillance si elle n'est pas en possession les autres documents demandés par la grille. Dans le cas où aucune société forestière n'a sa résidence fiscale dans le département, les cinq autres indicateurs de la grille sont marqués comme étant non applicables.

1.3 Résumé des résultats

Six indicateurs de la grille de légalité de l'APV sont applicables à l'administration des impôts. Le résultat de l'audit est que la DDI Kouilou est en conformité avec la totalité des 6 indicateurs et a donc aucune défaillance.

2 METHODOLOGIE

2.1 Échantillonnage

La documentation et le personnel consultés ont été choisis en partie de façon aléatoire et en partie de façon ciblée en suivant le fil des constats, au fur et à mesure qu'ils étaient réalisés pendant l'audit. L'objectif de l'échantillonnage est d'obtenir une bonne représentation de toutes les situations, documents, sites, parties prenantes et sociétés forestières existantes.

La méthodologie utilisée par les auditeurs pour collecter et vérifier les informations référencées dans les constats inclut les entrevues et contre-interrogatoires, et les vérifications des pièces présentés par la DDI sur papier. Toutes ces informations ont par la suite été analysées une à une à la lumière de chacune des exigences de l'APV-FLEGT et des constats ont été formulés au sujet de la conformité ou de la défaillance.

2.2 Equipe d'audit

Description de l'équipe et du rôle de chaque membre de l'équipe :

Nom	Rôle
Alexandre BOURSIER	Chef auditeur
Maximin MBOULAFINI	Expert forestier opérations
Childéric NTAMBA	Observateur, Chef de division traçabilité CLFT

2.3 Liste et description des lieux inspectés et activités

Date	Nom	Lieu	Activités
29 janvier 2025	Bureau de la DDI	Pointe Noire, Kouilou	Rencontre d'ouverture Entrevues avec le personnel Revue documentaire
31 janvier 2025	Bureau de la DDI	Pointe Noire, Kouilou	Entrevues avec le personnel Revue documentaire Rencontre de fermeture

2.4 Liste des personnes et organismes impliqués, leur rôle et fonction

Organisme	Nom	Fonction	Coordonnées
DDI Kouilou/PN	OBOA Jean-François	DD interdépartemental des impôts	
DDI Kouilou/PN	EBATA Joceline Mauricette	Collaboratrice gestionnaire du dossier SICOFOR	ebatamauricette053@gmail.com 06 631 1348
DDI Kouilou/PN	OBOUNGHAT Valery Borzov	Chef de division informatique	vbsoft2017@gmail.com 06 679 0627
DDI Kouilou/PN	MBOMO Lepetit Mathurin	Chef de division gestion	lepetitmbomo@gmail.com 06 689 3653
DDI Kouilou/PN	EMMANUEL Valery	Chef de service départemental	05 677 0077

2.5 Liste des documents consultés

Les auditeurs ont consulté les documents suivants :

- Patentes de SICOFOR et TAMAN ;
- Déclarations mensuelles de revenus 2024 (12 déclarations) de chacune des sociétés ayant résidence fiscale dans le département au moment de l'audit (SICOFOR, TAMAN et CDWI) ;
- Bilan d'entreprise de SICOFOR et TAMAN ;
- Déclarations annuelles des salaires de SICOFOR et TAMAN ;
- Déclaration mensuelle du contribuable ;
- État de liquidation ;
- Copies de chèques ;
- Quittances de règlements.

2.6 Difficultés rencontrées

Les auditeurs n'ont pas rencontré de difficulté particulière dans la conduite de cet audit. Le personnel de la DDI a bien collaboré, était disponible et relativement bien préparé pour l'audit, avec la documentation prête à être présentée ou rapidement trouvée lorsqu'elle existe.

3 RESULTATS DE L'AUDIT

3.1 Commentaires des parties prenantes

Commentaires reçus	Analyse des auditeurs
Pas de commentaires reçus dans le cadre de cet audit.	Pas d'analyse nécessaire.

3.2 Exemples de bonnes pratiques constatées

Les auditeurs n'ont pas constaté une performance digne de mention en ce qui a trait à la conformité légale de la DDI Kouilou.

Libellé de l'indicateur	Constat
RAS	RAS

3.3 Défaillances constatées et demandes d'actions correctives (DAC)

Une défaillance est un écart constaté par les auditeurs entre l'exigence de l'APV et les pratiques de l'audit. Aucune défaillance n'a été constatée. Aucune DAC n'a donc été émise.

3.4 Recommandations

Cette section présente des suggestions et recommandations formulées par l'AIS à la DDI et au CCM, au-delà des DAC, dans le but d'améliorer le SVL :

- Aucune recommandation.

4 ANNEXE

4.1 **Plaintes reçues et traitement**

Aucune plainte reçue.